

La lettre de la régulation

N°25

SOMMAIRE
1-4 Point théorique
4-5 Publications
5 Annonces

Juin 1998

EDITORIAL

L'économie de l'information dont Pascal Petit esquisse un panorama, a aussi sa pratique : les branchés de la Toile trouveront sur le site de l'Association Recherche & Régulation les informations suivantes : une présentation de l'Association, le sommaire de la nouvelle revue annuelle, *L'Année de la Régulation*, le programme du séminaire ARCII, des informations sur les groupes de travail et les journées d'étude. Enfin, les treize derniers numéros de *La Lettre* – depuis octobre 1994 - sont disponibles sur le site (<http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/docregul.htm>).

La rédaction de *La Lettre de la Régulation*

POINT THEORIQUE

ECONOMIE DE L'INFORMATION ET RÉGIME DE CROISSANCE POST FORDISTE

PASCAL PETIT

Pascal.petit@cepremap.cnrs.fr
CEPREMAP-CNRS, Paris

1. De la nécessité de dépasser la notion courante d'économie de l'information.

La notion d'économie de l'information renvoie le plus souvent à des réalités d'observations immédiates comme la diffusion des nouvelles technologies de l'information ou de la communication (les TIC) ou l'importance reconnue aux connaissances, savoirs et informations stratégiques dans les activités économiques (côté production ou consommation). Le contenu théorique en reste imprécis, sauf à donner de façon limitative un sens sectoriel à la notion, ne considérant alors que les activités productrices ou consommatrices d'une marchandise information¹. Peut-on être plus précis et donner un contenu théorique à cette notion afin qu'elle nous aide à penser l'après fordisme ? Telle est la problématique que développe ce point théorique.

On doit en premier lieu prendre acte du caractère polysémique de la notion d'information. Elle est, selon les cas, simple signal ou connaissance. Elle répond à des codes et s'inscrit dans un rapport social où elle prend sens. L'information possède ainsi une structure ternaire (*cf.* Le Moigne, 1998), articulant signe, sens et contexte, que déclinent dans leurs approches les diverses sciences sociales, en particulier la linguistique, la psychologie ou la sociologie.

Ne considérer que les sciences économiques ne réduit guère cette diversité. Certaines approches mettent au centre de leurs préoccupations cette notion d'information et son rôle². Toutes

donnent un certain statut et un rôle à l'information dans leur construction théorique, et les propriétés qui en découlent pour interpréter certaines évolutions des économies contemporaines développées sont tout à faits intéressantes. On a essayé d'en tirer parti dans un ouvrage récent (Petit (ed), 1998) où des auteurs, selon diverses approches de l'économie, analysent le statut donné à l'information et le type de questions que cela les conduit à privilégier.

Les propositions théoriques que l'on retire d'un tel survol éCLAIRENT d'un jour nouveau les observations souvent paradoxales sur lesquelles se fondent la notion d'économie de l'information ; elles fournissent des éléments pertinents pour avancer dans la caractérisation d'un régime de croissance post fordiste.

On procédera pour cela en trois temps. On reviendra d'abord sur les observations, dont le caractère structurel donne tout son poids à la notion d'économie de l'information, en soulignant leurs aspects paradoxaux. On survolera dans un second temps quelques unes des propositions théoriques qui ressortent de l'ouvrage précité. On essayera enfin de transcrire ces préceptes en termes de caractéristiques d'un schéma de croissance sans prétendre fournir une description complète du nouveau régime.

2. Observations et paradoxes.

L'observation de toute une série de changements structurels conduit à attribuer un rôle plus important à l'information et à la connaissance dans nos économies sans que l'on sache le plus souvent en mesurer l'impact bénéfique sur la croissance ou le bien être. C'est à ce titre qu'il s'agit de paradoxes. Quatre changements structurels seront évoqués : la diffusion des technologies de l'information et de la communication (diffusion des TIC), l'évolution des activités vers les services (tertiarisation)

¹ Cette économie sectorielle est en elle même intéressante, et son champ peut s'élargir pour partie à la sphère non marchande mais elle ne répond pas à notre question qui concerne plus la caractérisation de l'économie toute entière.

² Comme l'approche systémique de l'information, la théorie statistique de l'information et ses prolongements et d'une certaine façon la théorie des jeux.

La lettre de la régulation est financée grâce aux cotisations des membres de l'Association **Recherche & Régulation** et aux abonnements.

La lettre de la régulation diffuse toute information concernant les publications, séminaires, colloques ou autres activités de recherche en relation avec l'approche de la théorie de la régulation. Ces informations peuvent être adressées soit à Bénédicte Reynaud, Rédacteur en chef de la **lettre de la régulation** : CEPREMAP, 140 rue du Chevaleret, 75013 Paris - Fax : +33 (0)1 44 24 38 57 - e-mail : Benedicte.reynaud@cepremap.cnrs.fr, soit à Robert Boyer:CEPREMAP - e-mail : robert.boyer@cepremap.cnrs.fr. Pour les renseignements concernant l'édition électronique s'adresser à Yves Saillard (e-mail : Yves.Saillard@upmf-grenoble.fr) IREP BP 47X , 38040 Grenoble Cedex 9 Tel : 33 (0)4 76 82 54 30 - Fax : 33 (0)4 76 82 59 89. ISSN en cours



renvoie au serveur **Lettre de la régulation** <http://www.upmf-grenoble.fr/irepd/docregul.htm>

tion), l'extension des marchés et des combinaisons productives à l'échelle planétaire (mondialisation) et enfin l'accumulation d'information et de connaissances (éducation).

Premier paradoxe : de loin le plus connu, il concerne la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La miniaturisation continue des microprocesseurs et la réduction dramatique de leurs coûts ont multiplié les possibilités d'utilisation des TIC à tous les niveaux des diverses activités économiques. Or loin d'avoir des effets stimulants sur la productivité, le ralentissement des gains de productivité, observé au tournant des années 70-80, semble se prolonger dans toutes les activités et dans tous les pays développés.

Deuxième paradoxe : l'expansion dans les dernières décennies des services complexes aux entreprises est un aspect de la tertiarisation qui nous concerne en ce qu'il conforte l'image d'une économie de plus en plus immatérielle ; mais cette mutation de la division du travail entre firmes, largement contemporaine de la diffusion des TIC, semble peu corrélée à la compétitivité ou la croissance des économies en question. Cette externalisation tertiaire est ainsi peu développée en Allemagne ou au Japon alors qu'elle est assez marquée en France et aux Etats-Unis³.

Troisième paradoxe : l'internationalisation des économies, dans la mesure où elle évoque des moyens de télécommunications accrus et des échanges d'information à l'échelle planétaire est aussi une des facettes de l'économie de l'information. Cependant cette faculté pour tous les agents d'envisager des transactions à l'échelle internationale n'a pas conduit à des niveaux d'échanges commerciaux ou d'investissements productifs internationaux inégalés historiquement. D'où le débat contemporain autour du caractère exceptionnel ou non de l'internationalisation alors que la circulation internationale des connaissances et des informations s'est incontestablement accrue.

Quatrième paradoxe : la montée du niveau général d'éducation et des investissements immatériels contribue aussi à donner l'impression que nos économies ont atteint un stade de développement où informations et connaissances jouent un rôle majeur. Plus de cinquante pour cent de chaque classe d'âge atteint maintenant dans les pays les plus développés de l'OCDE l'enseignement supérieur. Entre 1970 et 1990, le taux de travailleurs ayant un niveau d'éducation élevé a presque doublé, avoisinant le tiers de la population active dans quatre pays du G7⁴. Cette croissance forte du capital humain peut être un des facteurs endogènes d'expansion d'économies fondées sur le savoir. Apparaissent en regard paradoxaux tous les facteurs qui inciteraient plutôt à modérer les investissements en éducation : l'obsolescence rapide des formations, les garanties assez modérées données par le diplôme sur des marchés du travail plus sélectifs, les baisses de rendement des études, etc.⁵

Ainsi des mutations structurelles majeures témoignent à la fois de l'importance du changement mais aussi de la difficulté à en saisir l'impact. Reste à voir si les différentes approches de la notion d'information et de son usage dans les théories économiques réduisent le côté paradoxal des constats précédents.

3. Des propositions théoriques sur les rapports de l'économie à l'information.

On reprendra ci-après, à titre de première illustration, quelques unes des propositions tirées de Petit (éd) (1998).

Une première proposition rappelle simplement que le fonctionnement d'un marché, aussi parfait soit-il, requiert un dispositif faisant circuler l'information. Ceci donne d'emblée une valeur (potentiellement) marchande à toute une série d'informations pertinentes (Kirman, 1998). Reconnaître quelle information est pertinente ne fait que repousser le problème à un autre niveau et les agents vont devoir choisir leurs indicateurs ou leurs propres dispositifs d'information. Une seconde proposition souligne les instabilités qui peuvent naître du choix de certains dispositifs d'information. Ainsi des comportements d'imitation simples, apparemment rationnels, peuvent conduire dans une situation de relative incertitude sur les produits, à des évolutions aberrantes des marchés (Orléan, 1998). On pourrait imaginer pour chaque agent d'autres façons de construire des dispositifs d'information, en diversifiant ses stratégies d'imitation par exemple. Une troisième proposition essaye de donner une logique à cette multitude de choix possibles en soulignant qu'il est rationnel d'assumer la rationalité limitée des agents (une donnée de fait) pour comprendre le processus global de structuration de l'information et de construction des savoirs. Ceci implique redondance des signaux, importance des contextes et des routines dans le fonctionnement des marchés (*cf.* Favereau, 1998). Tout ce qui précède concerne la façon dont des agents réagissent dans un certain contexte de marché. Ces acteurs sont souvent des organisations, des grandes firmes en particulier. Dans ce cas, la mise au point des dispositifs d'information possède d'emblée une dimension plus stratégique. La théorie évolutionniste de la firme insiste précisément sur l'importance des coordinations qu'elle établit entre différents processus d'apprentissage (Cohendet, 1998). De façon plus spécifique, dans la mesure où l'information est reconnue comme source de pouvoir et de contrôle, ces organisations vont chercher à coordonner les dispositifs individuels d'information dans un certain nombre de relations internes ou externes dont la structure, de type principal-agent par exemple, a été bien identifiée (*cf.* Crémér, 1998). Ceci ne couvre toutefois pas tous les contextes organisationnels. Dans toutes ces constructions de dispositifs, contextes et sens de l'information jouaient un rôle majeur. Or une façon complémentaire ou alternative de traiter l'information passe par la codification de certaines connaissances. D'où une dernière proposition sur les rapports entre savoirs tacites et savoirs codifiés. La codification avec l'investissement immatériel qu'elle représente, les ressources et les emplois dont elle dispose, possède de fait sa propre économie (*cf.* Foray, 1998). Economie ouverte car la dynamique de cette codification des savoirs est rapidement complexe par suite de comportements stratégiques, d'obsolescence mais aussi d'émergence de nouvelles codifications. Ceci affecte le sens même des savoirs concernés⁶. Ceci

³ On pourrait prolonger l'analyse de la tertiarisation au niveau des tâches. La part du travail non manuel dans l'économie ne cesse de croître (de plus de dix points selon Castells et Ayoma (1994)), avec les mêmes incertitudes sur les avantages ou les inconvénients d'une telle tertiarisation des tâches.

⁴ Etats-Unis, Japon, Italie et Royaume-Uni. Ce pourcentage est moitié plus faible en France, en Allemagne et au Canada, même si la comparabilité des sources est discutable : *cf.* OCDE 1996, chapitre 4.

⁵ On s'en tiendra aux investissements en éducation mais cette augmentation du risque et de l'obsolescence se retrouverait avec les investissements immatériels des firmes qui se sont fortement accrus en brut (passant de 2,6% à 3,7% du PIB entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80, (OCDE 1992, p.113)) même si cette grandeur est précisément difficile à mesurer.

⁶ Il y a même une dynamique interne au processus de codification où le travail sur les signes modifie et enrichit le contenu du savoir initial comme le mon-

débouche aussi, si l'on tient compte des comportements stratégiques, sur nombre de problèmes de hiérarchie, de formation et de révision de croyances, qu'analyse dans des configurations épurées, la théorie des jeux (*cf.* Walliser, 1998).

In fine, ces diverses propositions théoriques atténuent le caractère paradoxal des changements structurels observés. Ils soulignent en effet dans l'ensemble le caractère contingent qui préside à la mise en place pour les divers agents de ce que nous avons appelé les dispositifs d'information. C'est tout à fait vrai pour le fonctionnement de nombreux marchés ; c'est aussi manifeste pour les individus dans leur ensemble ou les petites organisations. Seules les grandes organisations semblent à même de traiter efficacement quelques cas bien spécifiés. Dans cet univers, tout changement structurel implique des remises en cause importantes. Si de plus ces changements structurels affectent le cœur des divers dispositifs d'information, comme c'est le cas avec les nouvelles technologies, avec l'élévation des niveaux d'éducation ou avec la spécialisation de prestataires de services complexes (pour ne pas parler des effets de l'internationalisation) les risques de blocage (non développement de certains marchés, non réalisation de gains de productivité) sont importants.

Pour comprendre l'incidence macro-économique, il faut replacer ces constats dans le cadre d'une interrogation sur ce que pourrait être le régime de croissance type des économies développées contemporaines.

4 Des caractéristiques importantes du nouveau régime de croissance.

Pour inscrire ce qui précède dans la perspective historique d'un régime de croissance, au sens institutionnel et néokeynésien que la théorie de la régulation confère à cette notion, il faut caractériser à la fois les modalités d'obtention des gains de productivité et celles de leur répartition et de la formation des diverses composantes de la demande. Ces modalités s'expliquent à partir des contextes institutionnels (ou formes structurelles) sur lesquels s'appuient la régulation des rapports économiques. On distingue cinq formes structurelles : l'Etat, la monnaie, les rapports internationaux, les formes de concurrence et le rapport salarial.

A grands traits, tout ce qui précède sur les données d'observation de l'économie de l'information comme sur le statut théorique de la notion d'information précise certaines caractéristiques des régimes de productivité et de demande et semble avoir des implications marquées surtout dans le domaine des formes de concurrence. C'est principalement là qu'il faut chercher l'origine de la défaillance de certains marchés ou les limites de leurs développements. Les situations dans les autres champs institutionnels apparaissent *a priori* relativement sous spécifiées dans ce débat, en particulier en matière de rapport salarial. C'est ce bilan sur la caractérisation d'un après fordisme que nous cherchons rapidement à préciser pour conclure.

L'accumulation d'informations et de connaissances conduit les agents à mieux prendre en compte à la fois les risques qui entourent leurs entreprises mais aussi les opportunités qui s'offrent, en termes de niche de marchés ou d'organisation de la production. Cette montée d'une "économie du risque" explique pour une large partie le développement des activités juridiques, des secteurs de l'assurance et de la finance comme celle de nom-

breux services complexes aux entreprises. Mais surtout cette dynamique a un point fort et deux points faibles. Le point fort tient à la capacité des firmes à tirer parti des nouvelles techniques et connaissances. Le niveau moyen des performances en matière de production ou d'accès aux marchés a clairement monté et la compétitivité (prix ou qualité), a vu ses exigences croître. Les deux points faibles limitent toutefois sévèrement les possibilités du régime de productivité évoqué ci-dessus. Le premier tient à l'organisation des marchés, les approches théoriques de l'information soulignent les risques d'instabilité et de blocage par manque de coordination dès lors que l'on modifie fortement, comme c'est le cas, les dispositifs par lesquels les agents perçoivent la qualité des produits et les conditions de prix. Ceci peut affecter différemment les marchés mais à l'évidence ne se limite pas aux seuls marchés financiers. Ces problèmes de coordination peuvent ainsi être d'autant plus aigus que la qualité des productions/prestations dépend, par exemple, de la taille et qualité des utilisateurs/usagers. La seconde faiblesse vient de ce que les individus n'ont pas les mêmes capacités que les entreprises à développer de nouveaux modes de gestion de l'information et des connaissances ; ils ont eux mêmes, selon l'âge, l'environnement culturel et social, des capacités très différencierées pour s'adapter de façon interactive à la nouvelle donne. Nombre de petites entreprises ont d'ailleurs des difficultés similaires pour gérer l'information et les connaissances auxquelles elles ont accès. Ceci contraint le régime de demande en limitant les développements de nombreux marchés, et expliquerait pour l'essentiel la stagnation paradoxale de la productivité.

Ces limites ne sont pas incontournables ; mais les politiques structurelles qui permettraient de pallier le relatif déphasage entre l'apprentissage du côté des entreprises et ceux à l'œuvre du côté de l'organisation des marchés et de la demande finale se heurtent à deux types d'obstacles. D'une part, ces politiques ont du mal, hormis quelques domaines à préoccupations écologiques, à se développer à un niveau international qui est celui de nombreux marchés. D'autre part les débats politiques nationaux tendent souvent à opposer à tort la transformation des formes de concurrence, dont est porteuse la nouvelle donne, à toute évolution du rapport salarial qui ne n'apparaîtrait pas totalement subordonnée à cette adaptation prioritaire. Cette courte vue est un facteur majeur de blocage du régime de demande et constitue le véritable défi de l'après fordisme. L'économie de l'information attire l'attention sur des aspects cruciaux de ces blocages et enjeux ; elle reste, au niveau des débats courants, trop souvent silencieuse sur les enjeux en termes de besoins sociaux et des modes de validation qu'ils requièrent.

Bibliographie

Castells M. et Aoyoma Y. (1994), " Vers la société de l'information : structures de l'emploi dans les pays du G7 de 1920 à 1990 ", *Revue internationale du travail*, vol.133, n°1.

- Catinat M. (1998), "La politique communautaire de stimulation de la société de l'information" in Petit (ed) (1998).
- Cohendet P. (1998), "Information, connaissances et théorie de la firme évolutionniste" in Petit (ed) (1998).
- Crémer J. (1998), "Information dans la théorie des organisations" in Petit (ed) (1998).
- Favereau O. (1998), "Notes sur la théorie de l'information à laquelle pourrait conduire l'économie des conventions", in Petit (ed) (1998).
- Foray D. et Cowan R. (1998), "Economie de la codification et de la diffusion des connaissances", in Petit (ed) (1998).
- Garrouste P. (1998), "Apports de la théorie statistique de l'information à l'analyse économique" in Petit (ed) (1998).
- Kirman A. (1998), "Information et prix" in Petit (ed) (1998).
- Le Moigne J.L. (1998), "La modélisation systémique de l'information" in Petit (ed) (1998).
- OCDE (1992), *Technology and the Economy. The Key Relationships. TEP Report.* Paris.
- OCDE (1996), *Employment and Growth in the Knowledge-Based Economy.* Paris.
- Orléan A. et Tadjeeddine Y. (1998), "Efficacité informationnelle et marchés financiers" in Petit (ed) (1998).
- Petit P. (ed) (1998), *L'économie de l'information : les enseignements des théories économiques.* La Découverte, collection "Recherches", Paris.
- Walliser B. (1998), "Structure et rôle de l'information et des croyances en théorie des jeux", in Petit (ed) (1998)

PUBLICATIONS

Espace

- Benko Georges**, *La science régionale*, Paris, PUF, 128 p. QSJ n°3355, 1998.
- Benko Georges**, (dir.), *Entreprise et territoire*, Espaces et Sociétés, n°88/89, 1997.
- MacLeod Gordon**, "Globalizing Parisian Tought-Waves: Recent Advances in the Study of Social Regulation, Politics, Discourse and Space", *Progress in Human Geography*, 21, 4, 1997, p. 530-553.
- Pecqueur Bernard**, (dir.), "L'inscription territoriale du travail", *Espaces et Sociétés*, n°92/93, 1998.

Politique Economique et Etat

- Lordon, Frédéric**, "The logic and Limits of Desinflation Competitive", in *Oxford Review of Economic Policy*, 1998, vol 14, n°1: 96-113.

Rapport Salarial et entreprise

- Boyer Robert**, "The Changing Status of Industrial Relations in a More Interdependent World", in *Advancing Theory in Labour Law and Industrial Relations in a Global Context*, Ton Wilthagen (Ed.), Amsterdam, North-Holland, 1998, p. 35-65.
- Gazier Bernard, Marsden David, Silvestre Jean-Jacques (Eds)**, *Repenser l'économie du travail : De l'effet d'entreprise à l'effet sociétal*, Toulouse, Octares Editions, 1998.
- Stankiewicz François** (sous la Direction), *Travail, compétences et adaptabilité*. Paris, L'Harmattan, 1998.
- Taouil Réduoane**, "Karl Polanyi et l'unité de la genèse du rapport salarial", in *La modernité de Karl Polanyi*, J-M Servet, J. Maucourant et A. Tiran (eds), Paris, L'Harmattan, 1998.

Théorie du développement

- Bellon Bertrand, Gouia Ridha**, *Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen*, Paris, Econimica, 1998.

Sum Ngai-Ling, "Theorizing Export-Oriented Economic Development in East Asian Newly-Industrializing Countries: A Regulationist Perpective", in *Dynamic Asia: Business, Trade and Economic Development in Pacific Asia*, I. Lock, M. Dael, R. Li & Y. Wang (eds), Ashgate, Aldershot, 1998, p. 41-77.

Capitalisme, Socialisme, Marxisme

- Boyer Robert**, "The Pyrrhic Victory of Anglo-Saxon Capitalism", *Thesis Eleven*, n° 53, May 1998, p. 93-101.

Derrida Jacques, Guillaume Marc, Vincent Jean-Pierre, *Marx en jeu*, Paris, Descartes et Cie, 1997.

Duménil Gérard, Lévy Dominique, *Au-delà du capitalisme ?*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1998.

Ollman Bertell (ed), *Market Socialism: The Debate Among Socialists*, London, Routledge, 1998.

Relations internationales

- Boorrus Michael, Zysman John**, "Globalization with Borders : The Rise of Wintelism as the Future of Industrial Competition", WP 96B, Brie, Université de Berkeley, septembre 1997, à paraître in *Industry & Innovation*.

Streeck Wolfgang, "The Internationalization of Industrial Relations in Europe: Prospects and Problems", MPIFG Discussion Paper 98/2, Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung, Köln.

Modélisation et Méthodologie

- Boismenu Gérard, Loroanger Jean-Guy**, "Croissance et crise au Canada : une analyse de coïntégration des tendances à long terme", Ronéotypé, Université de Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, 25 Mars 1998.

Boyer Robert, "Statut et rôle des nouveautés dans la recherche économique : une application à la macroéconomie" et "Science Economique : Tableau 29. Les analyses macroéconomiques : hypothèses et pouvoir explicatif" *Problèmes Economiques*, n° 2565-2566, 22-29 Avril 1998, n° spécial : 50 ans de Sciences Economiques, p. 124-125 et 132.

Laville Frédéric, "Modélisation de la rationalité limitée : de quels outils dispose-t-on?", *Revue Economique*, Vol 49, n° 2, Mars 1998, p. 335-365.

Sapir Jacques, "Calculer, comparer, discuter : apologie pour une méthodologie ouverte en économie", *Economies et Sociétés, Développement, Croissance et Progrès*, série F, n° 36, 1/1998, p. 77-89.

Production, Industrie, Information

- Boyer Robert**, "Evolution des modèles productifs et hybridation : Géographie, histoire et théorie", *Couverture Orange CEPREMAP* n° 9804, Paris, 1998, Janvier.

Boyer Robert, "Heurs et malheurs de l'industrie française : 1945-1995 : Essor et crise d'une variante étatique du modèle fordiste", *Couverture Orange CEPREMAP* n° 9805, Paris, 1998, Janvier.

Petit Pascal (dir.), *L'économie de l'information : Les enseignements des théories économiques*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 1998.

Transformations des économies ex-soviétiques

Andreff Wladimir, " Transformation et transition ", dans *Terminologie économique pour les pays en transition*, G. Schudlers (Ed.) , Paris, L'harmattan, 1997, p. 19-44.

Andreff Wladimir, Andreff M., " L'investissement direct étranger en Russie et dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants : emploi et attractivité ", dans *Commerce Nord-Sud, migration et délocalisation : Conséquences pour les salaires et l'emploi*, J. de Melo, P. Guillaumont (Ed.), Paris, Económica, 1997, p. 363-392.

Andreff Wladimir, " A visegradi országok és a maastrichti kritériummok (Les pays de Visegrad et les critères de Maastricht) ", *Europa Forum*, vol. VII, n° 2, 1997, p. 3-13.

Andreff Wladimir, " Bajo un techo comùn : Reflexiones sobre la ampliacion de la Union Europea (Sous un toit commun, Réflexions sur l'élargissement de l'Union européenne) ", dans *El futuro de la infancia en Europa*, Madrid, FUNCOE, 1997, p. 53-59 et 407-413.

Andreff Wladimir, " La transformacion economica de los pais del Este ocho anos despues : Resultados y retos para el futuro (La transformation économique des pays de l'Est huit ans après : résultats et défis pour l'avenir) ", *Cuadernos del Este*, n° 20, 1997, p. 9-30.

Andreff Wladimir, " Les effets de la mondialisation du capital sur les économie est-européennes et ex-soviétiques ", *Cuadernos del Este*, n° 20, 1997, p. 189-202.

Andreff Wladimir, " The Western Economic " Model " of Sport and Hungarian Sport in Transformation : A comparison ", *Journal of Comparative Physical Education and Sport*, vol. XIX, n° 1, 1997, p. 2-9.

Andreff Wladimir, Andreff M., " Foreign Direct Investment in Russia and CIS Countries: Employment and Attractiveness ", *Economic Systems*, vol. 21, n° 4, Décembre 1997, p. 354-359.

Chavance Bernard, " Grand-route et chemins de traverse de la transformation post-socialiste ", *Economies et Sociétés, Développement, Croissance et Progrès*, série F, n° 36, 1/1998, p. 141-149.

Ould-Ahmed Pepita, " Accumulation du capital et inflation en Chine : l'expérience des années 1990 ", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 1997(4), Décembre, p. 141-174.

Vahabi Mehrdad, " De l'économie de la pénurie à l'économie politique du communisme. (sur l'évolution récente de la pensée économique de Janos Kornai)", Document de travail n° 7, Séminaire de recherche du ROSES, Maison des Sciences Economiques, Paris, mars 1998.

VIENT DE PARAITRE

Trust and Economic Learning

Edited by : Nathalie Lazaric, Assistant Professor, University of Technology of Compiègne, France & Edward Lorenz, Professor, University of Technology of Compiègne, France

Edward Elgar (Cheltenham, UK • Northampton, MA, USA),
juin 1998

Résumé

Face aux bouleversements technologiques et organisationnels qu'ont connus les firmes depuis le début des années 80, la confiance est un élément clé. Elle permet, en effet, de stabiliser les relations inter et intra-firme en favorisant les dynamiques d'apprentissage collectif.

L'objectif de cet ouvrage est de souligner la diversité des approches pour modéliser les dynamiques d'apprentissage (jeux évolutionnaires, algorithmes générique, apprentissage bayésien...), et la variété des croyances construites dans cette dynamique. La confiance, la réputation jouent des rôles moteurs même si elles ne reposent pas sur les mêmes supports (informations publiques ou privées pour la réputation, connaissance personnelle essentiellement pour la confiance).

La co-évolution de l'apprentissage et de la confiance est étayée par de nombreuses études empiriques micro et macro-économique allant des dynamiques régionales, aux relations de sous-traitance, tout en n'excluant pas la formation de croyances au sein des marchés financiers.

Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui ont envie de mieux comprendre les changements en cours concernant, tant dans les institutions publiques à l'ère de la globalisation, que dans les firmes expérimentant de nouveaux modes de production et de nouvelles relations salariales. Il souligne les contextes industriels et sociaux dans lesquels l'apprentissage de la confiance peut avoir lieu et montre pourquoi la confiance peut devenir une source de compétitivité dans les relations industrielles.

Table des Matières

Introduction

The Learning Dynamics of Trust, Reputation and Confidence
Nathalie Lazaric and Edward Lorenz

PART 1 NOTIONS OF TRUST IN ECONOMIC COOPERATION

- 1 The Information Requirements of Trust in Supplier Relations: Evidence from Japan, Europe and the United States
Mari Sako
- 2 Self-Interest, Trust and Institutions
Benjamin Coriat and Samira Guennif
- 3 Trust in Inter-Firm Relations: Multiple Forms of Coordination
Bernard Baudry
- 4 Trust and Collective Action in Financial Markets
Dorothée Rivaud-Danset

PART 2 COLLECTIVE LEARNING DYNAMICS

- 5 The Formation of Beliefs on Financial Markets: Representativeness and Prototypes
Hélène Tordjman
- 6 The Ambivalent Role of Imitation in Decentralised Collective Learning
André Orléan
- 7 Cooperation and Trust in Spatially Clustered Firms
Jean-Claude Dupuy and André Torre
- 8 The Economics of Knowledge Openness: Emergence, Persistence and Change of Conventions in Knowledge Systems
Dominique Foray
- 9 Technological Evolution, Self-Organisation and Knowledge
Pier Paolo Saviotti and G.S. Mani

PART 3 TRUST AND ORGANISATIONAL LEARNING

- 10 Trust and Organisational Learning During Inter-Firm Cooperation
Nathalie Lazaric and Edward Lorenz
 - 11 Knowledge Distribution and Coordination in Organisations
Luigi Marengo
 - 12 Trust and Organisational Learning
Bertrand Moingeon and Amy Edmondson
 - 13 Organisational Trust, Learning and Implicit Commitments
Pierre Livet and Bénédicte Reynaud
- Index*

APPEL A COMMUNICATIONS

Colloque international THEORISATIONS DU LONG TERME ET DEPASSEMENT DES PHASES DEPRESSIVES

**Jeudi 9 et Vendredi 10 septembre 1999 à l'Université
Montpellier I**

Laboratoire Montpelliérain d'Economie Théorique et Appliquée (L.A.M.E.T.A./C.N.R.S.)
avec la collaboration de l'Institut de Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées (I.S.M.E.A.) et l'Institut Jean-Baptiste Say (Université Paris XII).

Ce colloque a pour objet de faire le point sur l'avancée des recherches relatives aux conditions de retour à une croissance de longue période. Sommes-nous à l'aube d'une nouvelle phase longue d'expansion économique, différente des précédentes ? Si oui, quelles sont les conditions économiques, politiques et sociales, qui permettent le dépassement de la phase de difficultés économiques ? En quoi l'expérience historique des différentes phases dépressives, du 19^{ème} et du 20^{ème} siècles, permet-elle de mieux comprendre la situation actuelle ? Quels sont les outils susceptibles d'observer, voire de déterminer le passage vers une période de croissance soutenue ? Quel est le rôle de l'éducation, des salaires, des innovations technologiques, de la monnaie, etc. ? A quelle nouvelle partition spatiale va correspondre cette croissance renouvelée ? Peut-on extrapoler les tendances actuelles et envisager les évolutions des prochaines décennies ? Autant de questions, qui nécessitent, plus que jamais peut-être, une réflexion collective, en instaurant un lieu d'échange sur la crise économique et son issue dans une optique d'économie-historique.

D'une façon générale, des contributions sont recherchées dans les domaines suivants :

- L'épistémologie des mouvements économiques de longue durée ;
- Les formes historiques de la phase dépressive et du retour vers l'expansion économique ;
- Les facteurs de la croissance en longue période ;
- Transformations en cours, conditions d'une issue à la crise et éléments de prospective

Comité scientifique : Albert BRODER, Université de Paris XII - Gérard DE BERNIS, ISMEA Paris - Claude DIEBOLT, CNRS/Université Montpellier I - Pierre DOCKES, Université de Lyon II - Jean-Louis ESCUDIER, CNRS/Université Montpellier I - Louis FONTVIEILLE, CNRS/Université Montpellier I - Alfred KLEINKNECHT, Université Technologique de Delft - Andrew TYLECOTE, Université de Sheffield - Immanuel WALLERSTEIN, State University of New York (Binghampton).

Les projets de communication (de 3 à 4 pages maximum) sont à adresser, avant le 15 octobre 1998, à :

Claude DIEBOLT & Jean-Louis ESCUDIER
LAMETA/CNRS, Université Montpellier I
Faculté des Sciences Economiques, Espace Richter,
Avenue de la Mer, BP 9606, 34054 Montpellier Cedex 1
Tél. : 04.67.15.83.23. – Fax. : 04.67.15.83.83.
E-mail : diebolt@sceco.univ-montp1.fr ou escudier@sceco.univ-montp1.fr

Le choix des contributions retenues sera effectué par le comité scientifique à la fin de l'année 1998. Les communications, dont la longueur ne doit pas excéder 20 pages, devront parvenir au comité

d'organisation avant le 1^{er} juin 1999. Un recueil de l'ensemble des communications sera distribué avant le colloque. Une partie des communications de cette manifestation fera l'objet d'une publication. Dans cette perspective, ne seront retenues que des contributions originales (ni publiées, ni en cours de publication). Les frais d'inscription s'élèvent à 500 FF.

RAPPEL ADHESION 1998

POUR ADHERER A L'ASSOCIATION RECHERCHE & REGULATION

Veuillez adresser un chèque de 300FF (200FF pour les étudiants), à l'ordre de Recherche & Régulation, à Pascal Petit (trésorier de l'association), CEPREMAP, 142 rue du chevaleret Paris 75013. Vous recevrez en retour un exemplaire de la revue annuelle *l'Année de la Régulation*.

POUR CONTINUER A RECEVOIR LA LETTRE DE LA REGULATION

Les frais de réalisation et d'envoi de cette lettre sont entièrement pris en charge par l'Association 1901 Recherche & Régulation. Elle est adressée à un grand nombre de personnes. La liste de ces envois doit être prochainement remise en jour. Par ailleurs, il nous faut réduire les coûts, en particulier en adressant autant que possible la Lettre de la Régulation par courrier électronique. En conséquence, si vous n'êtes pas adhérent de l'Association Recherche & Régulation et si vous souhaitez continuer à recevoir cette lettre, veuillez renvoyer le bulletin ci-dessous à Madame Catherine Bluchetin, CEPREMAP, 142 rue du Chevaleret, Paris 75013 (par e-mail:catherine.bluchetin@cepremap.cnrs.fr).

----->

Nom :

souhaite recevoir la Lettre de la Régulation

***par courrier postal à l'adresse suivante:.....

***par courrier électronique à l'adresse suivante:

.....